Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 janvier 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant les arrêtés royaux des 7 mai 1921 organique de la police judiciaire des parquets et 3 avril 1929 organique de la Sûreté publique", a donné en sa séance du 31 janvier 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e Januari 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de koninklijke besluiten van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten en van 3 April 1929 houdende inrichting van de Openbare Veiligheid", heeft ter zitting van 31 Januari 1951 het volgend advies gegeven

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat modifie les arrêtés royaux des 7 mai 1921 et 3 avril 1929 organisant la police judiciaire des parquets.

Le Conseil d'Etat estime que ces deux textes devraient être coordonnés avec les nombreuses dispositions qui les ont modifiés et complétés.

+

+ +

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'en attendant cette coordination, il n'y a pas lieu de reprendre dans l'arrêté nouveau les dispositions anciennes qui ne reçoivent aucune modification.

+

+ +

L'article 1er, introduit dans l'arrêté royal du 3 avril 1929 par l'article 2 du projet, comprenant deux ordres d'idées différents, l'un concernant les agents judiciaires, l'autre les officiers judiciaires, le Conseil d'Etat est d'avis de le diviser en paragraphes.

Au nouveau § 2, le Conseil d'Etat propose de supprimer comme inutile l'adjectif "conforme" qui accompagne le substantif "proposition".

+

+ +

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'insérer dans l'arrêté royal du 3 avril 1929 un chapitre III où seraient reprises les mesures transitoires qui figurent dans l'article 2 du projet.

+

+ +

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'omettre l'article 3 du projet. Les dispositions que cet article abroge ne font, en effet, que modifier expressément celles que le projet remplace.

Le Conseil d'Etat propose à cet égard un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

+

+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose les modifications de forme et de présentation, reprises au texte figurant ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 7 MAI 1921 QUI PORTE ORGANISATION DE LA POLICE JUDICIAIRE DES PARQUETS, ET L'ARRETE ROYAL DU 3 AVRIL 1929 QUI PORTE ORGANISATION DE LA SURETE PUBLIQUE.

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

.../...

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officier et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 18 mars 1920, 16 avril 1927 et 21 août 1948;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1937 et 10 mai 1938 et par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique, modifié par les arrêtés royaux des 20 octobre 1936, 8 juin 1937 et 20 janvier 1939 et par les arrêtés du Régent des 8 juillet 1946, 1er juillet 1947, 14 juillet 1947 et 18 juillet 1949, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 modifiant les attributions du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et instituant une Commission paritaire consultative auprès de ce Comité;

Vu l'avis de la Commission paritaire consultative près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires près les parquets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../..,

Article 1er.-

Les alinéas 4 et 5 de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1937 et 10 mai 1938 et par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946, sont remplacés par la disposition suivante :

"Ils ne sont nommés que sur proposition du Comité régulateur des polices judiciaires du Royaume et prennent rang, pour l'ancienneté, au jour de leur nomination. Le nombre des agents judiciaires ainsi nommés ne pourra toutefois dépasser le dixième du nombre total des agents judiciaires et des agents inspecteurs judiciaires principaux, en fonctions dans l'arrondissement.".

Article 2.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 3 avril 1929, modifié par les arrêtés royaux des 20 octobre 1936, 8 juin 1937 et 20 janvier 1939 et par les arrêtés du Régent des 8 juillet 1946, 1er juillet 1947, 14 juillet 1947 et 18 juillet 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- § 1er. Après la période d'essai, l'agent judiciaire qui est confirmé dans ses fonctions prend le titre d'agent-inspecteur judiciaire.

Sur la proposition du procureur général et sur avis conforme du Comité régulateur des polices judiciaires, le Ministre de la Justice peut nommer agent-inspecteur judiciaire principal l'agent-inspecteur judiciaire qui a exercé ses fonctions de façon particulièrement distinguée pendant quinze ans.

Ce terme de quinze ans peut être réduit à douze ans en faveur de l'agent-inspecteur judiciaire qui a témoigné de qualités exceptionnelles.

.../...

§ 2. Sur la proposition du procureur général, le Roi peut nommer officier commissaire aux délégations judiciaires, l'officier judiciaire qui a obtenu la première augmentation de son traitement d'officier depuis au moins un an.

Sur la proposition du procureur général, le Roi peut nommer officier commissaire principal aux délégations judiciaires, l'officier commissaire aux délégations judiciaires qui a exercé ses fonctions d'officier judiciaire de façon particulièrement distinguée pendant huit ans.

Dans les arrondissements de Bruxelles, Gand et Liège, et dans les autres arrondissements qui comptent plus d'un officier commissaire principal aux délégations judiciaires, le Roi élève, sur la proposition du procureur général, un officier commissaire principal aux délégations judiciaires au grade d'officier commissaire en chef aux délégations judiciaires.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, le Roi élève, sur la proposition du procureur général, un officier commissaire en chef ou un officier commissaire principal aux délégations judiciaires au grade d'officier commissaire général aux délégations judiciaires.".

Article 3.-

Il est inséré dans l'arrêté royal du 3 avril 1929 après l'article 9 du dit arrêté, un chapitre III ainsi conçu :

" Chapitre III - Dispositions transitoires.

Article 9 bis.- Par mesure transitoire, pour l'application de l'article 1er, § 1er, alinéas 2 et 3, il peut être tenu compte, à concurrence de la moitié, des années de service

.../...

actif accompli dans la police communale ou dans la gendarmerie, à l' égard des agents-inspecteurs judiciaires nommés avant l'entrée en vigueur de la présente disposition, en application de l'arrêté royal du 7 mai 1921 organique de la police judiciaire des parquets, complété par l'arrêté royal du 13 avril 1937, qui ont exercé les fonctions d'agent judiciaire depuis cinq ans au moins, ou qui ont accompli, antérieurement à leur nomination, cinq années au moins de service actif dans la police communale ou dans la gendarmerie, s'ils ont subi l'examen prévu par le 4° de l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921.

Article 9 ter.- Aucun agent-inspecteur judiciaire ne peut bénéficier des dispositions de l'article 9 bis si sa promotion au grade d'agent-inspecteur judiciaire principal a pour effet de retarder celle d'un agent-inspecteur judiciaire en fonctions dans l'arrondissement, si celui-ci a pris rang avant lui, se trouve en ordre utile et a des mérites égaux.

Article 9 quater.- Toute proposition d'application de l'article 9 bis en faveur des agents-inspecteurs judiciaires est portée,par voie d'affiches,à la connaissance du personnel de la police judiciaire de l'arrondissement, pendant au moins dix jours.

L'agent-inspecteur judiciaire en fonctions dans l'arrondissement, qui a pris rang avant l'agent inspecteur judiciaire dont la promotion au grade d'agent inspecteur judiciaire principal est proposée, peut introduire, par la voie hiérarchique, dans les quinze jours qui suivent le premier jour de l'affichage prévu à l'alinéa précédent, un recours contre cette proposition auprès du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets.

.../...

L'intéressé est entendu et peut se faire assister soit d'un défenseur choisi au sein du personnel ou du personnel honoraire de police judiciaire des parquets, soit d'un avocat.".

Article 4.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 5.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Justice,

Le Premier Ministre,

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegd ontwerp wijzigt de koninklijke besluiten van 7 Mei 1921 en 3 April 1929 tot inrichting van de gerechtelijke politie der parketten.

De Raad van State is van oordeel dat deze beide teksten zouden moeten samengeordend worden met de talrijke bepalingen die ze hebben gewijzigd en aangevuld.

\+

\+ +

De Raad van State is van advies dat in afwachting van deze samenordening er geen reden toe bestaat in het nieuw besluit vroegere bepalingen die geen enkele wijziging ondergaan, over te nemen.

\+

\+ +

Artikel 1, in het koninklijk besluit van 3 April 1929 door artikel 2 van het ontwerp ingevoegd, bevat twee verschillende ideeën, de ene in verband met de gerechtelijke agenten, de andere met betrekking tot de gerechtelijke officieren. De Raad van State stelt voor dit artikel in paragrafen te verdelen.

In de nieuwe § 2 stelt de Raad van State voor, het bijvoeglijk naamwoord "eensluidend" bij het naamwoord "voordracht" als overbodig te schrappen.

\+

\+ +

.../...

De Raad van State adviseert, in het koninklijk besluit van 3 April 1929 een hoofdstuk III in te voegen, waarin de overgangsmaatregelen voorkomende in artikel 2 van het ontwerp zijn opgenomen.

\+

\+ \+

De Raad van State is van advies dat artikel 3 van het ontwerp dient weggelaten te worden. De bepalingen, welke dit artikel opheft, zijn immers niets anders dan uitdrukkelijke wijzigingen van bepalingen die het ontwerp vervangt.

De Raad van State stelt te dien aanzien een tekst voor, die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State wijzigingen betreffende vorm en inkleding voor, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 MEI 1921 HOUDENDE INRICHTING VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE DER PARKETTEN EN VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 3 APRIL 1929 HOUDENDE INRICHTING VAN DE OPENBARE VEILIGHEID.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL

.../...

Gelet op de wet van 7 April 1919 tot instelling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1920, 16 April 1927 en 21 Augustus 1948 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 April 1937 en 10 Mei 1938 en bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946, namelijk op de artikelen 2 en 3 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 October 1936, 8 Juni 1937 en 20 Januari 1939 en/~~de~~ bij besluiten van de Regent van 8 Juli 1946, 1 Juli 1947, 14 Juli 1947 en 18 Juli 1949, namelijk op artikel 1 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 Mei 1949 tot wijziging van de bevoegdheden van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten en tot oprichting van een paritaire Commissie van advies bij dit Regelingscomité ;

Gelet op het advies van de paritaire Commissie van advies bij het Regelingscomité van de gerechtelijke politie bij de parketten en op het advies van het Regelingscomité van de gerechtelijke politie bij de parketten ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

.../..

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Het vierde en het vijfde lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 April 1937 en 10 Mei 1938 en bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946, worden door de volgende bepaling vervangen :

"Zij worden slechts op de voordracht van het Regelingscomité van 's Lands gerechtelijke politie benoemd en nemen rang wat de ancienniteit betreft, op de dag van hun benoeming. Nochtans mag het aantal aldus benoemde gerechtelijke agenten niet hoger zijn dan het tiende van het totaal aantal gerechtelijke agenten en gerechtelijke agenten-eerstaanwezende inspecteurs in dienst in het arrondissement.".

Artikel 2.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 April 192[illegible] gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 October 1936, 8 Juni 1937 en 20 Januari 1939 en bij de besluiten van de Regent van 8 Juli 1946, 1 Juli 1947, 14 Juli 1947 en 18 Juli 194[illegible] wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.-

§ 1. Na zijn proeftijd krijgt de gerechtelijke agent die in zijn betrekking bevestigd wordt, de titel van gerechtelijk agent-inspecteur.

Op de voordracht van de procureur-generaal en op eensluidend advies van het Regelingscomité van de gerechtelijk politie, kan de Minister van Justitie tot gerechtelijk agent-eerstaanwezend inspecteur benoemen de gerechtelijke agent-inspecteur die gedurende vijftien jaar zijn ambt op bijzonder uitstekende wijze heeft uitgeoefend.

.../...

Deze termijn van vijftien jaar kan tot twaalf jaar verminderd worden ten gunste van een gerechtelijk agent-inspecteur die blijk heeft gegeven van uitzonderlijke hoedanigheden.

§ 2. Op de voordracht van de procureur-generaal,kan de Koning de gerechtelijke officier, die sinds ten minste één jaar de eerste verhoging van zijn officierswedde heeft bekomen tot officier-commissaris bij de rechterlijke opdrachten benoemen.

Op de voordracht van de procureur-generaal,kan de Koning de officier-commissaris bij de rechterlijke opdrachten, die gedurende acht jaar op bijzonder uitstekende wijze zijn ambt van gerechtelijk officier heeft uitgeoefend, tot officier-eerstaanwezend commissaris bij de rechterlijke opdrachten benoemen.

In de arrondissementen Brussel, Gent en Luik, en in de andere arrondissementen met meer dan een officier-eerstaanwezend commissaris bij de rechterlijke opdrachten, benoemt de Koning, op de voordracht van de procureur-generaal, een officier-eerstaanwezend commissaris bij de rechterlijke opdrachten tot officier-hoofdcommissaris bij de rechterlijke opdrachten.

In het arrondissement Brussel benoemt de Koning, op de voordracht van de procureur-generaal, een officier-hoofd-commissaris of een officier-eerstaanwezend commissaris bij de rechterlijke opdrachten tot officier-commissaris-generaal bij de rechterlijke opdrachten.".

Artikel 3.-

In het koninklijk besluit van 3 April 1929 wordt,na artikel 9,een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Hoofdstuk III - Overgangsbepalingen.

"Artikel 9 bis.-

Als overgangsmaatregel kunnen voor de toepassing van artikel 1, § 1, tweede en derde lid, de jaren actieve dienst bij de gemeentepolitie of de rijkswacht tot een beloop van de helft in aanmerking worden genomen ten aanzien van de gerechtelijke agenten-inspecteur, benoemd vóór de inwerkingtreding van deze bepaling bij toepassing van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten, aangevuld door het koninklijk besluit van 13 April 1937, die sinds ten minste vijf jaar het ambt van gerechtelijk agent uitoefenen of die, vóór hun benoeming ten minste vijf jaren actieve dienst bij de gemeentepolitie of de rijkswacht tellen, indien zij het examen, bepaald in 4° van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, hebben afgelegd.

Artikel 9 ter.-

Geen enkel gerechtelijk agent-inspecteur kan voor de toepassing van artikel 9 bis in aanmerking komen, indien zijn bevordering tot de graad van gerechtelijk agent-eerstaanwezend inspecteur tot gevolg heeft de vertraging van de bevordering van een gerechtelijk agent-inspecteur in dienst in het arrondissement, indien deze vóór hem rang heeft genomen, batig gerangschikt is en gelijke verdiensten heeft.

Artikel 9 quater.-

Ieder voorstel tot toepassing van artikel 9 bis ten gunste van de gerechtelijke agenten-inspecteurs wordt door aanplakking gedurende ten minste tien dagen ter kennis van het personeel der gerechtelijke politie van het arrondissement gebracht.

De in het arrondissement fungerende gerechtelijke agent-inspecteur, die rang genomen heeft vóór de gerechtelijke

.../...

agent-inspecteur wiens bevordering tot de graad van gerechtelijk agent-eerstaanwezend inspecteur is voorgesteld, kan langs hiërarchische weg, binnen vijftien dagen na die waarop de in voorgaand lid bepaalde aanplakking geschied is, tegen dat voorstel een beroep instellen bij het Regelingscomité van de gerechtelijke politie bij de parketten.

De belanghebbende wordt gehoord en kan zich laten bijstaan hetzij door een verdediger gekozen uit het personeel of het erepersoneel van de gerechtelijke politie der parketten, hetzij door een advocaat.".

Artikel 4.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 5.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Justitie,

De Eerste-Minister,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

de la Justice.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State

K.MEES.